

Interview Pour l'économiste marxiste Samir Amin, la crise actuelle du système néolibéral, entièrement soumis au diktat du capital, était prévisible. Les désordres vont s'accroître selon lui, avec la dévalorisation continue du capital et les luttes sociales et politiques que ces perturbations ne manqueront pas d'engendrer.

« Au bout du libéralisme, le chaos »

Propos recueillis par
Augusta Conchiglia et Majed Nehmé

■ Avez-vous été surpris par la crise déclenchée par les « subprimes » ?

□ Pas du tout. Les raisons de cette crise ne sont nullement les *subprimes* ni, en ce qui concerne la France, l'affaire de la Société générale, qui sont des incidents de parcours, des erreurs de gestion financière, associés sans doute à des escroqueries. Mais elles ne sont pas la cause de l'effondrement, en perspective, du volet financier du système capitaliste contemporain. Cette crise était attendue et, pour ma part, je l'avais prévue en 1991, au début même de la mise en place du système de la mondialisation néolibérale. J'avais qualifié ce système d'intenable, de non viable, car entièrement soumis au *diktat* du capital.

► **Profit maximal**

À défaut de reculer sous les coups des classes travailleuses et des peuples, le système s'effondre de lui-même ; il est entré dans sa phase de crise systémique par l'effet de ses contradictions internes propres, provoquant un début d'écroulement de son pan financier – le talon d'Achille du libéralisme. L'option n'est donc pas « *libéralisme ou chaos* », comme le proclament les discours dominants, mais libéralisme et chaos ou alternative authentique populaire, sociale et démocratique.

■ Pourquoi les tenants du capital n'ont-ils pas su éviter la crise ?

□ Le capitalisme est un système qui ne fonctionne, sur un temps relativement long, que lorsque ses adversaires – à travers les luttes sociales – imposent des limites à ses appétits. Marx l'avait parfaitement analysé : la recherche du profit maximal, loi fondamentale du capital, entraîne une répartition du revenu de plus

en plus inégale. Cela est inhérent à la loi de l'accumulation capitaliste.

■ La faiblesse des luttes sociales a laissé le capital agir de façon débridée ?

□ Comme l'histoire du siècle dernier le démontre, les luttes sociales avaient contraint le capital à des nombreuses concessions. Tels l'établissement, en Occident, de l'État-providence, du socialisme (réellement existant) dans les pays de l'Est, ou le front constitué à Bandung pour mettre en œuvre des projets nationaux populaires dans le Sud. Ce sont ces facteurs qui ont créé les conditions d'une croissance et d'une reproduction sociale soutenue. C'est-à-dire que la base productive du système s'élargissait et était accompagnée par une augmentation de la demande et de la consommation.

Les Trente Glorieuses de l'Occident ont fait baisser le chômage et assuré une répartition stable du revenu pendant une quarantaine d'années. La part des salaires dans les pays capitalistes pendant cette période tournait autour de 60 % du PIB, celle des profits était d'environ 20-30 %, le reste étant investi.

Or, l'érosion puis l'effondrement de l'État-providence en Occident, des systèmes socialistes à l'Est, des projets de Bandung ont créé un fort déséquilibre en défaveur des classes travailleuses et des peuples périphériques, nourrissant l'illusion pour le capital qu'il entraînait dans une phase où il pourrait s'assurer une croissance indéfinie des taux de profits.

■ L'effondrement est-il un processus irréversible ?

□ Il est irréversible, même s'il peut être retardé par des manœuvres comme celles que tente la Réserve fédérale américaine et sur lesquelles s'aligne la Banque européenne. Mais ce ne sera pas suffisant.

■ Comment la survalorisation du capital se met-elle en place ?

□ Quand la valeur du capital, à la Bourse notamment, est en croissance permanente – ce qui est nécessaire pour rémunérer de mieux en mieux les actionnaires –, la part du travail (la rémunération des travailleurs) est en régression permanente. Il y a donc un surplus de profit qui ne peut pas être investi car il n'y a pas de demande en croissance suffisante, à cause de la baisse du pouvoir d'achat. Où vont ces profits ? Ils alimentent cette survalorisation du capital, c'est la fuite en avant. Mais elle ne peut pas durer éternellement : des accidents de parcours comme les *subprimes*, ou d'autres analogues, entraînent une dévalorisation du capital. Nous sommes entrés dans une phase qui exige une dévalorisation massive du capital.

■ Ce qui signifie concrètement ?

□ Que les actions ne peuvent que baisser. Mais ce système est encore plus pervers car il se fonde sur la privatisation des profits et la... socialisation des pertes ! Tant que la fuite en avant permettait l'augmentation du taux des profits, on disait que c'était le droit sacro-saint du privé qui investit, etc. Mais maintenant que la crise est amorcée, on essaie de faire porter le poids des pertes par les travailleurs et les pays les plus vulnérables dans le système mondial. Déjà, l'inflation, encore modeste,

LA MONDIALISATION NÉOLIBÉRALE N'A PAS CONDUIT
AU PROGRÈS DE LA DÉMOCRATIE MAIS À DE PLUS EN PLUS DE GUERRES.



*Samir Amin au cœur
d'un débat au Forum
du Tiers monde de Dakar.*

aux pays les plus vulnérables. On a par exemple entendu le président Sarkozy s'en prendre aux fonds souverains chinois ou arabes (qui ne possèdent pas 40 % du CAC 40) mais ne rien dire sur les fonds de pension américains.

■ Entrons-nous dans une période de chaos politique ?

□ Oui, une phase où vont s'accroître les luttes sociales et politiques aux échelons nationaux et internationaux. Mais on ne peut prévoir quelle sera la réponse de chaque pays. La crise de 1929 a donné le Front populaire en France, le New Deal aux États-Unis, mais aussi le nazisme en Allemagne. D'autre part, la volonté de faire payer une partie de ses pertes aux partenaires les plus fragiles du système mondial va provoquer une déstabilisation de certains de ces pays. Je pense en particulier aux pays arabes et pétroliers qui sont extrêmement vulnérables, qu'ils soient pauvres ou riches.

► La gauche impréparée

L'Europe n'y échappera pas. Le système européen fonctionne relativement bien quand il n'y a pas de secousses, même si la croissance est modeste. Mais à partir du moment où il y a crise, l'Europe ne pourra pas gérer la réponse de façon consensuelle. L'Europe est un ensemble hétérogène, les batailles sociales ne se feront pas à l'échelle européenne, et les réponses à ces luttes seront nationales. La gestion de l'euro sera un casse-tête. Aujourd'hui, la Banque européenne se contente d'ajuster sa politique sur celle de la Réserve fédérale américaine, mais cela sera bientôt insuffisant. Ce qui est très inquiétant dans cette crise, c'est que les forces populaires, la gauche au sens large, ne se sont pas préparées. Le discours néolibéral a bénéficié pendant longtemps d'une forte dose de crédibilité, et même s'il a du plomb dans l'aile, il n'est abandonné ni par les opinions publiques, dans une large mesure, ni surtout par les classes dirigeantes. Dans ce chaos politique, une alternative de gauche authentique constitue la seule solution acceptable. Sommes-nous sur la voie de sa cristallisation ? Je voudrais l'espérer.

■ Une partie des fonds souverains s'est également évaporée à la suite de cette crise.

□ Dans ce contexte, il faut surtout considérer les fonds souverains chinois, qui sont les plus conséquents. Mais la Chine a une stratégie différente de la plupart des fonds souverains, arabes par exemple. Elle veut profiter de sa participation au système économique mondial, pas seulement pour devenir un exportateur de plus en plus

AFP

mais plus élevée que lors des années précédentes, entraîne en Europe une réduction de la valeur réelle du travail.

D'autre part, la dévalorisation du capital, après des chutes en Bourse, va frapper les fonds de pension, dont le principe était de se substituer aux paiements des retraites par répartition budgétisés annuellement, et les remplacer par des épargnants solidaires du capital, à travers les fonds de pension. Le résultat est que dans les pays comme les États-Unis et la Grande-Bretagne, où les fonds de pension sont importants, les pensions vont baisser. En France et en Allemagne par exemple, où les fonds de pension occupent une place mineure dans le système général des retraites – bien qu'en augmentation depuis une vingtaine d'années –, cette baisse sera moins sen-

sible. Néanmoins, les fonds de pension américains sont les plus gros investisseurs dans le capital financier en France puisqu'ils détiennent 40 % du CAC 40. Et ils sont aujourd'hui perdants.

Enfin, les banques centrales ne vont pas permettre la faillite, au sens juridique du terme, de grandes banques. Elles vont venir à leur rescousse en faisant payer les citoyens à travers une imposition directe ou indirecte – le cadeau fait aux banques pour leur éviter la banqueroute. L'argument est bien sûr de dire que cela est fait pour empêcher la panique, que les déposants – privés ou entreprises – seraient les perdants si on n'agissait pas ainsi, avec des conséquences dangereuses socialement et politiquement.

Sur le plan international, on s'attaquera

compétitif, mais également pour s'associer au grand capital international, acheter des entreprises, faire ce que l'Indien Mittal a fait dans l'aciérie. À la différence que les Chinois préfèrent que ce soit l'État qui agisse ainsi, et non les capitalistes privés nationaux.

La Chine a pris des parts dans le capital du groupe Citybank, un des plus grands groupes américains. C'est une stratégie que l'on peut contester, car elle renforce la collusion entre les intérêts de la classe dirigeante chinoise et ceux du monde capitaliste développé.

La Chine ne craint pas la chute des Bourses, même si, dans le cas de celle de Shanghai, une petite fraction des classes moyennes chinoises a perdu de l'argent. En Chine, la Bourse est insignifiante par

qu'une succursale du centre capitaliste.

■ **La Russie fait-elle partie intégrante du système ?**

□ Avec Poutine, il y a eu une restauration du pouvoir d'État et la Russie dispose également d'importants moyens de rétorsion. Elle reste une puissance militaire non négligeable, un exportateur de pétrole et de gaz de première importance et un grand marché. Les victimes désignées sont, à terme, les pays pauvres qui sont pour le moment épargnés. Mais ils ne pourront pas empêcher la dévalorisation des matières premières, ni échapper à la pression du centre capitaliste.

■ **Dans « L'Empire du chaos », vous aviez écrit au début de la décennie 1990, après la première guerre du Golfe, que nous entrons dans une période de**

geoise à l'époque de l'État-providence était en même temps politique et sociale. Il y avait le vote libre et le multipartisme, bien sûr, mais aussi le partage du revenu garantissant une relative stabilité. C'est ce système qui donnait sa puissance, je dirais même son attrait, à la démocratie occidentale, car elle avait une dimension sociale. À partir des années 1990, la démocratie a été totalement déconnectée du social, elle a été réduite à son expression la plus formelle. Ce qui la prive désormais de crédibilité et de légitimité.

▶ **Double échec en Irak**

Pour tenir cela en place, il a fallu recourir à des moyens de répression grandissants, tel le Patriotic Act aux États-Unis, une loi dont la portée ne doit pas être sous-estimée. La déconnexion entre la démocratie politique et les problèmes sociaux s'est traduite par la criminalisation des luttes sociales et les résistances dans des formes explosives, telles les révoltes des banlieues en France.

Autrement dit, et contrairement à la thèse de la fin de l'Histoire, la mondialisation néolibérale n'a pas conduit, après la fin de la guerre froide, à la paix mondiale éternelle, au progrès de la démocratie, y compris dans les pays du Sud. C'est tout le contraire : il y a de plus en plus de violence et de guerres et la nécessité pour le capital de rétrécir l'aire gérée par la démocratie politique et sociale.

■ **Est-ce que, après l'effondrement de l'URSS et du bloc socialiste, les États-Unis auraient pu investir dans la relance de l'État-providence plutôt que de continuer à alimenter le complexe militaro-industriel, et donc la politique d'agressions militaires ?**

□ L'option de l'État-providence à la suite de la Deuxième Guerre mondiale n'a pas été choisie par le capital de bonne grâce. C'était le rapport de force de l'époque, c'est une conquête sociale. Le modèle soviétique avait un écho puissant en Occident, et l'État-providence était son volet parallèle. Les deux devaient s'effondrer en même temps.

Quant à l'option militariste, elle était nécessaire à l'équilibre politique international et non pas seulement pour donner des profits à l'industrie de l'armement. Les États-Unis pensaient gagner les guerres qu'ils ont entreprises. Ils ne les ont pas gagnées, mais pas encore véritablement perdues non plus.

J'analyse l'Irak comme un double échec. L'échec des Américains qui n'ont pas pu imposer un régime à leur solde leur permettant à l'avenir de piller la richesse pétrolière du pays, mais aussi l'échec du peuple irakien qui n'a pas gagné car il n'a pas su créer, à ce jour, un front uni de libération capable de refouler l'occupant américain. ■

Éclairage : les fonds de placement financiers

Les fonds de placement sont de nature diverse. Les *hedge funds* sont des fonds de spéculation à court terme. Les interventions massives des banques et assureurs sur les marchés monétaires et financiers partagent largement ce caractère en cherchant à augmenter le volume de leurs profits par des gains à court terme supplémentaires. Par nature ces opérations sont spéculatives, quoi qu'en dise Daniel Bouton, PDG de la Société générale. Le libéralisme les y autorise, les encourage à le faire, et la « compétition » les y contraint même.

Les fonds de pension poursuivent d'autres objectifs, à la recherche d'une stabilité relative à moyen terme du rendement de leurs portefeuilles. Il reste que les pensions qu'ils servent dépendent en définitive de ces rendements – incertains – transférant le risque majeur aux malheureux retraités trompés par les discours sur « la financiarisation heureuse » et le « capitalisme triomphant éternel ».

Les fonds souverains opèrent selon d'autres logiques en rapport avec les stratégies des États qui en sont les propriétaires. Le fonds chinois est l'un des instruments par lesquels le capitalisme d'État chinois tente de s'imposer dans le capitalisme mondial, comme partenaire égal aux autres puissances de la triade États-Unis, Europe, Japon. Le fonds ne cherche pas à réaliser des profits à court terme, mais à pénétrer le grand capital oligarchique mondialisé pour assurer à la Chine, à égalité avec ses partenaires, l'accès aux ressources naturelles de la planète, la maîtrise des technologies et des marchés.

La Chine a les moyens pour le faire. Derrière le fonds se profile un État puissant, industriel et militaire, doté de moyens capables de rétorsion en cas d'agression financière, économique ou même militaire. Destinés à garantir « l'après-pétrole » aux classes privilégiées qui vivent actuellement de la rente pétrolière, les fonds des pays arabes pétroliers n'ont pas ces moyens. Car sans le pétrole, ces États ne sont que des puissances insignifiantes dans le système mondial. ■

rapport au volume du capital investi. Ce n'est pas du tout le même rapport qu'en Occident où la Bourse est au cœur du système. Enfin, en cas de crise majeure, la Chine ne serait pas particulièrement vulnérable tout simplement parce qu'elle a des moyens de rétorsion. Ce qui n'est pas le cas de la plupart des fonds souverains arabes, tels ceux de Dubaï ou du Koweït.

■ **Ces derniers pays sont des comptoirs...**

□ Oui, mais si Singapour est un comptoir, il participe aussi à la production de services et de hautes technologies. Ce qui n'est pas le cas de Dubaï, lequel n'est

guerres, dans la mesure où la logique du système imposait la domination du monde par la force...

□ Oui, car en abandonnant le consensus national autour du système de répartition stable des revenus, la politique néolibérale ne pouvait fonctionner que grâce à une répression accrue, des guerres ou la menace d'interventions militaires contre les pays les plus faibles. Il lui faut venir à bout des résistances, réprimer toute forme de contestation sur le plan international.

Sur le plan interne, on a assisté à un recul de la démocratie. Elle est en train de devenir une caricature. La démocratie bour-